

REGARD

LES CADRES CONSTITUENT
UN GROUPE CLÉ
DANS LES ENTREPRISES
AINSI QUE DANS L'ÉCONOMIE.
ILS SONT IMPLIQUÉS
DANS LES CHANGEMENTS
TECHNOLOGIQUES, ÉCONOMIQUES,
INDUSTRIELS ET SOCIAUX.

N°03//AVRIL21
WWW.FECEC.EU



REGARD
UNION BANCAIRE EUROPÉENNE
ET EMPLOI

ÉTAT DES LIEUX
EUROPE ET RESTRUCTURATIONS

CONTRIBUTEURS : EVA COZAR (SP), ANNA OPROCHA (PL), ANTONELLA ALLEGRINI (IT), MAXIME LEGRAND (FR), PIERRE PIRSON (BE), PEDRO BRITO (PT)
2 RUE SCANDICCI 93500 PANTIN - FRANCE - (+33) 06 77 86 11 81 - MAXIME.LEGRAND@FECEC.EU
- BUREAUX DE REPRESENTATION MADRID ET MILAN

fecec 

FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES CADRES
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

BANQUE EUROPÉENNE UNION ET EMPLOI



Eva COZAR
Secrétaire Générale
FECEC

REGARD N°3 – Avril 2021
Magazine gratuit d'information de la FECEC

FECEC - Site Pantin
2 rue Scandicci. 93500 PANTIN

Editeur SNB/CFE-CGC
Directeur de Publication Maxime Legrand
Réalisation SNB/CFE-CGC
Comité Éditorial Pierre Pirson, Eva Cozar,
Jean-Marc Gueguen, Yvon Le Goffic, Yves Guerif
Crédits Photos Adobe Stock

@ maxime.legrand@fecec.eu

fecec.eu

LA REPRODUCTION, MÊME PARTIELLE,
DES TEXTES OU ILLUSTRATIONS PUBLIÉS
DANS CE NUMÉRO EST INTERDITE SANS L'AUTORISATION
ÉCRITE PRÉALABLE DE L'ÉDITEUR.

CHERS LECTEURS,

Le Conseil Européen définit l'Union Bancaire Européenne (UBE) comme l'un des éléments clés de l'union économique et monétaire. Il est ressorti de la demande sociale de ne pas permettre une nouvelle chute du système financier européen comme celle née après la crise de 2008. L'UBE est un processus dont l'objectif est clair, celui de garantir la stabilité, la sécurité et la fiabilité du secteur, des contribuables et des marchés, et ceci s'appliquant à tous les pays de l'UE.

Bien que de nombreuses mesures aient été prises et que des fusions bancaires aient eu lieu dans différents pays au cours de toutes ces années, le processus d'atteinte de cette union est loin d'avoir été atteint et d'avoir atteint les objectifs fixés. Si nous nous concentrons sur les deux piliers de l'union bancaire, nous pouvons parler d'un Mécanisme de Surveillance Unique (MSU) bien défini, mais ce n'est pas si clair en ce qui concerne le Mécanisme de Résolution Unique (MRU). Le processus continue de progresser régulièrement. L'Eurogroupe, avec le traité du Mécanisme européen de stabilité (MES) signé en novembre dernier, semble s'être mis au travail pour y parvenir et garantir la protection du fonds de résolution unique. Un autre signe de la priorité d'atteindre l'union bancaire est le Système Européen de Garantie des Dépôts (SEGD) sur lequel le Conseil et le Parlement travaillent. Enfin, il semble que la BCE ait pris la décision de faciliter des projets de consolidation durable, en ne pénalisant pas les opérations de réconciliation, avec des exigences de fonds propres plus élevées.

Toutefois, nous constatons toujours un manque d'harmonisation réglementaire qui prolonge la fragmentation des marchés. L'union bancaire et la transformation technologique doivent être considérées comme des opportunités plutôt qu'une menace pour le personnel bancaire européen. En ce sens, les fusions transfrontalières, ainsi évoquées par les autorités européennes, pourraient être un bon moyen de concrétiser cette consolidation du secteur et de tirer parti des synergies que le marché européen offre, mais pour que ces fusions entre différents pays se déroulent, les changements juridiques et réglementaires restent fondamentaux.

La baisse des taux d'intérêt amorcée en 2008 a placé l'Europe à un taux d'intérêt nul ou négatif depuis 2016. C'est un phénomène jamais connu auparavant qui représente une série d'incertitudes et de risques inconnus pour le secteur. Et évidemment la pandémie du COVID-19 rend cette situation encore plus grave.

C'est donc le scénario avec lequel il faut bien faire et qui renforce l'idée que la consolidation du secteur financier devient de plus en plus évidente, en espérant bien sûr que cette consolidation se traduise par des banques mieux à-mêmes de fournir le service dont la société a besoin.

Le service financier est un besoin social

La Covid-19 a également clairement montré que les banques sont un service essentiel en particulier au sein d'une société affaiblie. Soyons conscients du fort danger d'exclusion financière territoriale et sociale qui existe actuellement en Europe. Les banques doivent être en mesure de garantir l'inclusion financière, l'accès au crédit et la distribution des plans de relance.

Mais ce besoin social est mutuel ; Le secteur financier a besoin d'un engagement de la société européenne.

Le secteur financier est et a toujours été un créateur d'emplois important. Il emploie actuellement 2 600 000 personnes en Europe.

D'où l'importance quant à la façon dont les processus de restructuration sont menés. Ils ne peuvent pas consister en la destruction de centaines de milliers d'emplois. *Selon les données de la BCE (Indicateurs structurels pour le secteur bancaire de l'UE), de 2008 à 2019, 432 546 emplois ont été perdus dans le secteur bancaire de l'UE. Ce chiffre pourrait facilement atteindre un niveau sans précédent en 2021.*

Cette tendance à la baisse de l'emploi pourrait-elle changer ? En fait, il faudrait unir les forces des autorités, des agents publics et privés. Les priorités de la Commission européenne pour 2019-2024, ainsi que le plan de relance, soutiennent ce changement. Voilà quelques-uns des outils essentiels que nous pouvons en extraire à cette fin :

- Création d'emplois de remplacement
- Pacte intergénérationnel
- Transition numérique équitable. La technologie au service des personnes
- Investir dans les compétences numériques
- Engagement en faveur d'une économie verte et durable
- Politiques d'égalité et d'autonomisation – Encourager les sièges au conseil d'administration pour les femmes cadres
- Investir dans les compétences numériques
- Restructuration fondée sur les conventions collectives

La Covid-19 nous a également appris l'importance de mesures qui orientent la gestion des crises et du changement, vers des cadres novateurs de dialogue. Il ne fait aucun doute que le dialogue social, l'un des marqueurs du modèle européen, est le moyen qui facilite la consolidation du secteur financier dans des marges équitables d'évolution de l'emploi.



2.6MILLION
Salariés en Europe



432,546
Emplois perdus en E.U.
depuis 2008



FECEC
FAÇONNER LE MONDE DE DEMAIN

EUROPE ET RESTRUCTURATIONS

Le Parlement européen présente les objectifs de l'Union Bancaire Européenne (UBE) comme suit : « L'Union bancaire est un complément essentiel à l'Union Economique et Monétaire (UEM) et au marché intérieur, qui aligne la responsabilité de la supervision, de la résolution et du financement au niveau de l'UE et oblige les banques de la zone euro à respecter les mêmes règles. En particulier, ces règles garantissent que les banques prennent des risques mesurés et qu'une banque qui commet une erreur paie ses pertes et risque d'être fermée tout en minimisant le coût pour le contribuable. » L'article ci-dessous donne un aperçu au niveau européen mais aussi dans certains pays où la FECEC est représentée, de l'union bancaire et de son impact sur les restructurations.

EUROPE

L'année 2012 a vu la création de l'Union Bancaire Européenne, qui vise à établir des règles communes pour les banques européennes en termes de supervision. **Avec ce rapprochement des normes, on aurait pu s'attendre à une certaine vague de fusion ou de consolidation du secteur.**

Cela ne s'est pas produit. Après d'importantes vagues de consolidation à la fin des années 90 ou en pleine crise des subprimes (Unicredit-Capitalia, Intesa-Sanpaolo, BNPPa-ribas-Fortis et BNL), le secteur est « calme » depuis près de 10 ans. Il faut dire que les institutions bancaires européennes ont été largement mobilisées pour gérer l'augmentation de la réglementation bancaire, les coûts de la politique de taux d'intérêt bas et faire face à un environnement devenu beaucoup plus compétitif. Il faut dire aussi que l'Union européenne a été largement proactive dans la désintermédiation du secteur bancaire.

Surtout, cette union bancaire n'est pas encore complète. Les marchés de capitaux sont encore fragmentés et généralement organisés selon des lignes nationales. Entre autres difficultés, les banques doivent également constituer des réserves de capitaux et de liquidités pays par pays, et ne peuvent donc pas les centraliser dans une structure centrale, ce qui empêche de facto les économies d'échelle.

D'où l'idée que **la réglementation européenne entrave nécessairement les mariages dans le secteur, car elle les rend trop coûteux.**

Toutefois, la Banque Centrale Européenne (BCE) a communiqué très clairement en 2020, encourageant les consolidations bancaires dans l'Union européenne. La BCE a notamment communiqué par l'intermédiaire du président du conseil de surveillance Andrea Enria et elle a récemment précisé les angles sous lesquels l'institution de Francfort serait amenée à examiner les futures fusions entre banques, avec la publication d'un guide intitulé : **Guide sur l'approche de surveillance de la consolidation dans le secteur bancaire.** Grâce à ce guide, nous comprenons la philosophie qui sous-tend l'approche de la BCE.

Les transactions menant à la consolidation sont généralement initiées et exécutées par les participants au marché afin de maximiser leurs opportunités en forgeant de nouvelles combinaisons d'activités commerciales existantes...

La restructuration des activités bancaires peut apporter des avantages, mais ceux-ci doivent être soupesés par rapport aux risques potentiels. En effet, lorsqu'elles sont correctement conçues et exécutées, les regroupements d'entreprises peuvent contribuer à la solidité financière globale du système bancaire et contribuer à préserver la diversité des différents modèles d'affaires. **Ils peuvent être un moyen de résoudre des problèmes de longue date dans le secteur bancaire européen, tels que la faible rentabilité et la surcapacité.**

Pour résumer, c'est un peu l'histoire de l'œuf et de la poule.

En l'absence de rentabilité, la BCE suggère de consolider, alors même qu'elle est en partie responsable de cette faible rentabilité. Bref, la BCE tente aujourd'hui de nous rassurer sur ses intentions (après avoir assoupli les contraintes de fonds propres et de liquidités dues à la pandémie) de créer des conditions favorables aux futures consolidations. La crise économique qui semble se profiler sera peut-être encore plus décisive à cet égard.

ESPAGNE

La restructuration du secteur financier espagnol a entraîné un énorme changement dans la carte bancaire du pays.

De 2008 à 2019, le nombre d'entreprises bancaires est passé de 88 à 12 et le nombre d'emplois est passé de 238 000 à 144 000, ce qui signifie une diminution de 39,5 % de la main-d'œuvre bancaire, soit près de 100 000 emplois.

Mais néanmoins, le processus de consolidation reste inachevé. Après la pause de 2020 à cause de la pandémie, les cinq plus grandes banques espagnoles ont prévu plus de réduction de la main-d'œuvre à partir de 2021: Dans ces processus de restructuration, il faut s'attendre à un nombre élevé de licenciements :

Caixabank-Bankia: 8.000 personnes

B. Santander: 3.600 personnes

BBVA (pas encore émis)

B. Sabadell: 1.800 personnes

Cela équivaut à une nouvelle réduction de l'emploi de, au moins 10% de plus et nous ne voyons toujours pas la lumière au bout du tunnel.

FRANCE

BNP Paribas ne s'attend pas à une « grande consolidation » en Europe, telle est la déclaration faite par Philippe Bordenave, Directeur Général de BNPParibas, le 5 février 2021, lors d'une conférence de presse en ligne. En même temps, il n'exclut pas les acquisitions ciblées.

Cette déclaration a été faite le jour de la publication des résultats 2020, qui ont été très bons malgré la crise covid-19. Il est vrai que de bons résultats peuvent aiguïser l'appétit.

La question lui a été posée à un moment où les médias en France ressortent l'antienne du mariage entre la Société Générale et BNPParibas. Si cette question refait surface, c'est parce qu'un certain nombre d'éléments considérés comme des conditions préalables semblent être là.

Il y a d'abord la BCE, les difficultés de certains acteurs (groupe Société Générale qui fusionne deux de ses filiales: SG et Crédit du Nord) puis, surtout, les valorisations bancaires qui n'ont jamais été aussi attractives. Alors que le secteur bancaire français est en moyenne évalué à 50% de sa valeur nette comptable, pour certains acteurs, ce n'est même que 25.

Cependant, le monde semble avoir changé. Et le secteur bancaire Français est déjà « plutôt consolidé » si l'on considère la taille de ses acteurs, mais aussi leurs spécificités. Chacun semble pouvoir s'entendre avec ses collègues.

Ainsi, les 6 groupes (BNP Paribas, le groupe BPCE, le groupe Crédit Agricole, le groupe Crédit Mutuel-CIC, la Société Générale et la Banque Postale) gèrent, dans un contexte de forte concurrence, plus de 80% des quelque 73 millions de comptes courants. Et les dernières opérations semblent avoir gelé le jeu en permettant à chacun de trouver sa spécificité (La Poste-CNP par exemple).

Il faut dire aussi que les avantages des fusions semblent assez limités en France. Au cours des dix dernières années, il y a eu beaucoup moins de fermetures de succursales en France que nos voisins européens, ce qui pourrait réduire les avantages d'une fusion. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le réseau de succursales HSBC semble créer peu d'enthousiasme.

Enfin, les 6 groupes Français ont déjà un profil européen, voire international. Si quelque chose devait se produire, ce serait alors soit pour concurrencer les plus grands compétiteurs mondiaux, soit parce que l'un d'eux devrait faire face à de graves difficultés économiques. Le résultat le plus probable, cependant, est l'acquisition d'acteurs ciblés dans de nouvelles solutions de paiement, sur les nouveaux marchés de la DATA, et dans des partenariats autour de la transition écologique.

POLOGNE

Les fusions bancaires en Pologne ne cessent de se produire depuis les années 1990, et depuis 2000, leur nombre et leur rythme ont considérablement augmenté.

En 2000, mBank a été créée. La première banque entièrement en ligne en Pologne alors, a été acquise par la Banque Rozwoju Eksportu en 2013. Le principal actionnaire de mBank est Commerzbank, il en détient plus de 70% des actions.

Au début du XXI^e siècle, la Banque Przemysłowo-Handlowy SA et powszechny Bank Kredytowy fusionnent à la suite de l'intégration du capital de leurs investisseurs, l'Allemand HypoVereinsbank AG et l'autrichien Creditanstalt AG (BA-CA). Puis, en 2005, le Groupe a été repris par UniCredit, l'investisseur stratégique de Pekao S.A. à l'époque. Malgré l'opposition du gouvernement, la fusion a eu lieu un an plus tard. La plupart des succursales ont été transférées à Pekao, les autres ont été fusionnées avec le groupe GE Capital en 2009, et en 2016, il a été fusionné avec Alior Bank, ne conservant que des prêts hypothécaires et Towarzystwo Funduszy Inwestycyjnych.

La Banque Zachodni a été le sujet de plusieurs fusions très médiatisées. Le groupe Allied Irish Banks a acquis une participation majoritaire en 1999 et l'a rapidement transformée en Banque Zachodni WBK. Près de dix ans plus tard, 95,67% des actions ont été reprises par le groupe espagnol Santander, qui comprenait également en 2012 Kredyt Bank, propriété du belge KBC. La banque Zachodni en 2018 a changé son nom en Santander Bank Polska. Une partie distincte de la Deutsche Bank est également devenue sa entité, par exemple les clients individuels.

L'entité qui a subi le plus de fusions et de changements de propriété est l'actuelle BNP Paribas Bank Polska S.A. L'histoire des structures bancaires, actuellement détenues par BNP Paribas Bank Polska, remonte à 1990. Puis, à l'initiative du Krakowskie Towarzystwo Przemysłowe et Agencja Rozwoju Przemysłu S.A. le Krakowskie Towarzystwo Bankowe a été créé. Un an plus tard, le Fonds d'entreprise américano-polonais est devenu un actionnaire stratégique de la banque, qui a pris le nom de la première banque polono-américaine à Cracovie S.A. Après quatre années consécutives, un accord de coopération a été signé avec Fortis Bank (alors toujours en tant que Banque Générale). En 1999, un certain nombre d'opérations boursières ont eu lieu, à la suite de laquelle PPABank est devenue propriétaire de 100% des actions de Pioneer Polski Dom Maklerski S.A., et à son tour a été reprise par Fortis Bank. Il a commencé à fonctionner sous ce nom le 3 juillet 2000. En 2008, les propriétaires de Fortis Bank ont signé un accord de fusion avec Dominet Bank. Entre-temps, Fortis Banque a été rachetée par le Groupe BNP Paribas. En 2009, Fortis Banque, ayant déjà fusionné avec Dominet Bank, a changé son nom en BNP Paribas Fortis. Le 5 décembre 2013, le Groupe BNP Paribas a conclu un accord avec le Groupe Rabobank concernant l'achat d'actions de Bank BG. Le 30 avril 2015, la fusion juridique de Bank BG et BNP Paribas Bank Polska a eu lieu. La banque a pris le nom de BG BNP Paribas, puis le 31 octobre 2018 La Banque BG BNP Paribas a repris une partie distincte de Raiffeisen Bank Polska, en 2019 a unifié le logo et changé son nom en l'actuelle BNP Paribas Bank Polska S.A.

Chaque fusion de banques est associée à des restructurations, des changements organisationnels, des changements technologiques et, malheureusement, des licenciements. **Le rôle des syndicats et des représentants des travailleurs dans ce processus est très important.** La consultation des licenciements collectifs prévus est une obligation légale en Pologne et devrait viser à limiter le nombre de personnes licenciées, en utilisant uniquement des programmes de licenciement volontaire et chercher des programmes internes de remplacement. Pour les personnes licenciées, il est extrêmement important de bénéficier du meilleur ensemble possible de protection sociale pour atténuer les effets du licenciement.

Pendant la pandémie, le processus d'acquisitions et de fusions bancaires s'est arrêté. Les banques se concentrent sur l'amélioration des résultats financiers et l'organisation du service à la clientèle d'une manière adaptée aux réalités de Covid-19. Des ventes à distance et des canaux de service actuels ont été lancés, les heures d'ouverture ont été raccourcies dans les succursales et des mesures de rotation ont été appliqués. Beaucoup de collègues travaillent à distance. Tout cela réduit l'utilisation du canal de vente traditionnel, qui est une succursale bancaire, et réduit ainsi la demande d'employés dans le réseau de vente et pour les succursales. En Pologne, déjà quatre banques ont annoncé des licenciements collectifs et ce n'est probablement que le début.

ITALIE

Le secteur bancaire adopte la stratégie de consolidation par le biais de fusions et acquisitions. C'est le message qui ressort de l'analyse de certaines transactions importantes en cours entre les grandes institutions financières, en Italie et au-delà. Au nom de la nécessité de consolider le secteur, également fragilisé par les effets pandémiques, les groupes bancaires évoluent au gré des offres publiques d'achat, des fusions ou des incorporations.

Intesa Sanpaolo et Ubi Banca

En cinq mois, à une époque où le monde entier se trouvait aux prises avec une pandémie, le mariage a été réalisé. **Cette combinaison conduit à la création d'un grand groupe européen avec 5 milliards d'euros de bénéfices, 21 de chiffre d'affaires et qui générera plus d'un trilliard d'économies italiennes.** Dans cette période, il semblerait également qu'il y aura les fusions de MPS dans UniCredit, Creval dans Crédit Agricole Italia, ainsi que la fusion de BancoBpm et Bper.

Un cadre favorable

Le cadre est devenu de plus en plus favorable aux fusions et acquisitions, avec l'appel à la consolidation entre les institutions par la BCE elle-même et les réglementations mises en œuvre par le gouvernement pour récompenser ce type d'opérations. En fait, il est possible de transformer jusqu'à 2 % des actifs de la banque cible en crédits d'impôt. La valeur pourrait également atteindre 5 milliards d'euros d'actifs purs, capables de financer la restructuration pesant sur l'acheteur au-delà de la nécessité. **C'est important pour les banques pour lesquelles il y a une diminution des marges bénéficiaires et des investissements importants à faire en termes de technologie et de capital humain.** La su-

pervision de la BCE pousse également cette stratégie en rendant les opérations de fusion plus abordables.

Crédit Agricole Italia lance l'offre publique d'achat de Creval **Crédit Agricole Italia sur Creval c'est actuellement en cours en Italie.** Le calendrier de l'offre publique d'achat sera organisé comme suit : des autorisations réglementaires sont attendues au premier trimestre 2021; L'approbation de la Consob est attendue d'ici mars/avril 2021 et la période d'offre devrait être achevée en mai 2021. Si les conditions fixées par Crédit Agricole Italia sont remplies, suite à l'offre (la banque Creval, avec l'acquisition du groupe Valtellinese), le Crédit Agricole va devenir la sixième banque commerciale sur le marché italien par actifs et la septième pour le nombre de clients et le total des actifs, atteignant ainsi une part de marché de 5% à l'échelle nationale.

Unicredit-Mps

Unicredit sur Mps est probablement l'opération de fusion la plus proche. Le ministère de l'Économie et des Finances s'efforce d'améliorer les conditions de l'accord en recapitalisant MPS. En outre, il y a le problème des licenciements et des risques liés aux affaires judiciaires en instance sur Monte dei Paschi di Siena, d'une valeur de 10 milliards d'euros. Il y aurait environ 5 milliards d'euros sur la table pour des incitations fiscales et d'autres mesures.

BancoBpm et Bper

Il y a des rumeurs sur une éventuelle fusion entre les groupes BancoBpm et Bper, mais la fusion aurait un résultat stratégique: le troisième groupe bancaire national serait créé. Il est vrai que Bper vient d'acquérir 600 anciennes agences Ubi, d'une valeur de 40% des actifs.

BELGIQUE

La contribution du secteur bancaire belge à la consolidation bancaire européenne est très importante et ne date pas d'hier. Un mouvement continu de fusions a fortement réduit le nombre d'institutions, notamment au détriment des institutions belges, qui ne sont plus qu'une minorité. Conformément aux chiffres mondiaux, 2 des 4 plus grandes entreprises belges ont une maison mère à l'étranger (BNP Paribas et ING), ce qui soulève des questions sur le processus décisionnel, qui a un impact sur les activités, l'emploi et le soutien à l'économie belge. On peut noter que ces deux groupes étrangers font partie du Top 10 européen alors que les deux plus grandes banques belges se trouvent à peu près à la 100ème place mondiale.

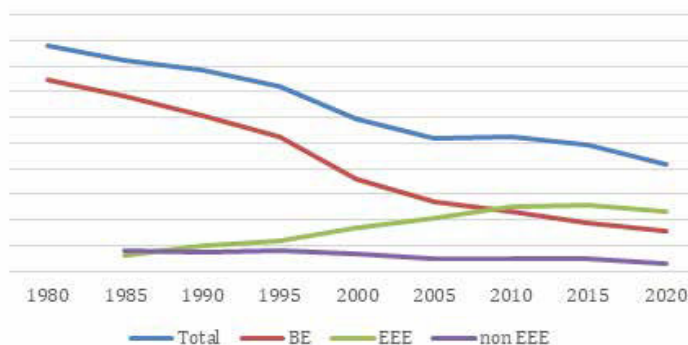
On peut aussi s'interroger sur la part des activités bancaires qui ne sont plus enregistrées puisque près de 100 000 clients belges ont ouvert un compte en ligne avec N26. De manière anecdotique, ces citoyens belges ne doivent pas oublier d'indiquer qu'ils ont un compte étranger dans leur déclaration de revenus.

Le prochain changement attendu pour une grande banque belge sera le sort de la banque Belfius, qui, suite à la débâcle de Dexia, est toujours entre les mains du gouvernement belge. la Banque nationale a régulièrement fait savoir dans les médias qu'elle considère qu'il y a une banque de trop en Belgique (suivant les recommandations eu-

ropéennes), mais il n'y a pas de consensus sur cet avis, d'autant plus que la possibilité d'une reprise par une autre banque belge est limitée, ce qui réduirait encore le contrôle national sur le secteur. Des pressions régulières ont été exercées pour que le gouvernement s'en débarrasse, du moins par le biais d'une introduction en bourse partielle, mais aucun scénario n'a encore été confirmé.

Les sources de chiffres des institutions belges proviennent de febelin.be

Number of banks in Belgium



PORTUGAL

Au cours des 10 dernières années, le processus au Portugal a été marqué par l'intervention de la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) entre 2011 et 2014, à la suite d'une demande d'aide financière du gouvernement portugais. Entre 2010 et 2020, le nombre de banques opérant au Portugal a diminué de 27%, le nombre d'employés a diminué de 18% et le nombre de succursales a diminué de 36%. L'effet de la réduction des comptes bancaires n'était plus significatif, puisqu'en 2015 les banques étrangères, principalement Française, ont commencé à s'installer au Portugal, et par le biais d'unités de soutien opérationnel ont fourni des services à ces groupes financiers dans le monde entier. Actuellement, environ 12,5% de la population bancaire au Portugal travaille déjà pour ces groupes financiers.

Si nous considérons la question des fusions bancaires dans notre pays, nous pouvons dire qu'au Portugal il n'y a pas de processus significatifs de fusion bancaire, contrairement à ce que nous avons vu en Espagne et en France. Ce qui s'est passé, à la suite de la crise des subprimes et du processus de la Troïka, c'est la résolution de Banco Espírito Santo, SA (2014), BANIF Banco de Investimento (2015) et Banco Popular, SA (2017). Dans le premier cas, il a donné lieu à Novo Banco, SA, dans les deux autres cas, ils ont été intégrés dans Banco Santander, SA. À notre avis, l'endettement extérieur excessif des banques opérant au Portugal et le ratio élevé de « prêt-non-performant » n'ont pas permis la fin de ce processus. Il était nécessaire que chaque banque termine son processus de nettoyage du bilan, une situation qui était bien engagée jusqu'au début de cette crise pandémique.

En ce qui concerne les conséquences sociales de telles opérations, le Code du travail au Portugal prévoit l'obligation des banques d'informer les syndicats et les commissions des travailleurs lorsque des processus de restruc-

turation bancaire se produisent. En fait, cela s'est produit dans les cas de BANIF, SA (2015), Novo Banco, SA (2016), Banco Popular, SA (2017) et plus récemment dans le cas de Montepio Geral, SA (2020). Cette intervention des syndicats a été très importante dans la protection des droits du travail et le soutien juridique aux employés des banques. Le SNQTB a joué un rôle déterminant et de premier plan dans ces processus, étant le plus grand syndicat représentant les travailleurs actifs au Portugal.

La forte instabilité économique et l'imprévisibilité génèrent beaucoup d'incertitudes dans les banques. Le fait qu'environ 50% des plus grands groupes bancaires du Portugal soient contrôlés par des capitaux étrangers, le fait aussi que nous sommes un pays périphérique avec un petit marché, le fait enfin que nous sommes encore en train de sortir de la crise financière précédente, tous ces éléments conduisent à une plus grande pression. Naturellement le SNQTB veillera à tout cela de près. Néanmoins, nous pensons que la restructuration dans le contexte actuel serait peu génératrice de sensibilité sociale, compte tenu du fait qu'une forte reprise économique est attendue dans les prochains mois (même en prévision des tensions inflationnistes) et que les banques ont présenté de bons résultats en 2020, grâce au crédit qui a permis de maintenir les portefeuilles de crédit et les revenus d'intérêts nets. Nous soulignons enfin que les banques sont bien capitalisées pour soutenir l'économie. Les secteurs les plus touchés, à savoir les loisirs et le tourisme, qui ont également le plus aidé le pays à sortir de la crise précédente, sont ceux dans lesquels une forte reprise est également attendue dans les prochains mois. Enfin, nous estimons qu'il doit y avoir un engagement ferme de toutes les institutions en Europe pour empêcher qu'une frange très importante d'Européens ne soit privés des services bancaires essentiels, en raison de la fermeture des succursales et du processus accéléré de numérisation. Toutes les zones rurales et les plus anciens ne doivent pas être victimes de ces tendances.

CONCLUSION GENERALE

Le classement des plus grandes banques du monde en termes de capitalisation boursière ne contient aucune banque de l'Union européenne (post-Brexit) dans son top 10 (chiffres fin 2019), la première étant Banco Santander en 17ème position. Comme la banque a une partie de ses activités fortement exposées aux marchés mondiaux, cet état de faiblesse pose un problème évident aux objectifs de l'Union Bancaire Européenne, qui voulait limiter le risque pour les citoyens. Dans ce domaine, comme dans d'autres, il est temps de mettre fin à ce genre de démagogie qui institue des règles au nom de la protection du citoyen mais qui, en réalité, pourraient bien conduire à l'appauvrir et à l'exposer davantage. Une Europe ambiante mérite mieux que cela.